

14 nov 2008 -12:45

Conseil des ministres du 14 novembre 2008

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 14 novembre 2008, sous la présidence du Premier ministre Yves Leterme.

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 14 novembre 2008, sous la présidence du Premier ministre Yves Leterme.

Lors de la conférence de presse à l'issue du Conseil des ministres, le Premier ministre a épinglé les principales décisions du jour, relatives à la situation humanitaire à l'Est du Congo et à la crise financière. Yves Leterme a qualifié d'interpellant le contraste entre les deux situations.

Charles Michel, le ministre de la Coopération au développement a déclaré que la situation humanitaire au Congo était particulièrement grave. 2.500.000 personnes sont touchées par cette crise et manquent de nourriture, de médicaments, de tentes, ... Il a annoncé que le Conseil des ministres a donné son feu vert pour l'octroi de 3 millions d'euros au Programme alimentaire mondial et 2 millions d'euros à l'aide humanitaire urgente, via un mécanisme d'intervention rapide. Il s'agit de renforcer les actions existantes. Le ministre Michel a ensuite abordé le soutien complémentaire à la mission de paix des Nations Unies MONUC, décidé par l'Union européenne et exécuté aujourd'hui par le Conseil des ministres. Le ministre de la Défense, Pieter De Crem, a ajouté que 4 avions C-130 sont sur place dans la région de Goma et sont prêts à intervenir pour toute mission.

Le ministre des Finances, Didier Reynders, a ensuite expliqué deux décisions du Conseil des ministres à propos de la crise financière. Le Conseil a approuvé en deuxième lecture l'arrêté qui octroie, pour un an, une garantie étendue à 100.000 euros pour les dépôts bancaires et les produits assimilables (branche 21). Le Conseil des ministres a également décidé d'octroyer une garantie complémentaire à Dexia de 16,9 milliards de dollars pour les produits financiers de la filiale FSA, suite à la décision de Dexia de vendre la partie assurances de FSA. Selon Yves Leterme, le principe de la garantie interbancaire est accepté par la Commission européenne mais le montant de la prime à payer en garantie par les banques en garantie doit encore être approuvé. Didier Reynders et Yves Leterme ont rappelé que les mesures prises dans le cadre de la crise financière ont pour but premier de garantir les dépôts des épargnants et la continuité des activités bancaires. "Le premier objectif du gouvernement est de créer un filet de sécurité pour les épargnants, de telle sorte que personne ne perde 1 cent dans les banques qui opèrent sous licence belge".

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be